

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : EN AVANT, TOUTE !

Jacques Delors, António Vitorino, Pascal Lamy, Yves Bertoncini et les participants du Comité européen d'orientation (CEO) 2013 de *Notre Europe - Institut Jacques Delors*.

Les participants de notre Comité européen d'orientation 2013 appellent à relever trois défis politiques complémentaires dans la perspective du scrutin de mai 2014, via une déclaration finale intitulée : « Élections européennes : en avant, toute ! ».

Cette Tribune a été publiée par la presse européenne dans les titres suivants : Euractiv.com (UE), Le Figaro (France), Handelsblatt (Allemagne), La Libre Belgique (Belgique), Publico (Portugal), La Razon (Espagne), La Repubblica (Italie), Le Temps (Suisse) et To Vima (Grèce).

Les élections européennes des 22-25 mai 2014 constituent un rendez-vous majeur, à la mesure de la crise multiforme que traverse la construction européenne. Ce grand rendez-vous démocratique doit nous inciter à relever trois défis politiques complémentaires, via des propositions rappelant le sens de l'UE, parachevant la zone euro et alimentant une confrontation partisane ouverte et résolue.

1. Re-positiver la « Grande Europe »

Le surcroît d'attention récemment accordé à la crise de la zone euro ne doit pas faire oublier que les prochaines élections européennes concernent la « Grande Europe » (c'est-à-dire l'Union européenne à 28) : c'est à cette échelle-là que nos pays et concitoyens, unis dans la diversité mais désormais réconciliés, doivent écrire les nouvelles pages de leur aventure communautaire.

La « Grande Europe », c'est plus que jamais la bonne échelle pour affirmer le rôle accru de l'UE dans la mondialisation, que la plupart de ses peuples souhaite renforcer, bien conscients que l'union fait la force. L'UE s'est déjà dotée de politiques d'élargissement et d'aide extérieure qui seront mises en débat à l'occasion de la prochaine campagne électorale. Il en sera de même de la politique commerciale, en ces temps de négociations transatlantiques, des efforts européens visant à mieux réguler la « finance folle », qu'il faut amplifier, ainsi que des balbutiements de l'UE en matière migratoire. L'engagement diplomatique et militaire des Européens doit enfin être renforcé, au moins dans leur voisinage proche, y compris sur la base de coopérations restreintes.

La « Grande Europe », c'est aussi l'horizon pertinent pour poursuivre les efforts engagés en matière de protection de l'environnement et de climat, ainsi que

pour encourager les processus de transition énergétique. C'est tout le sens du projet de « Communauté européenne de l'énergie » que nous promouvons, afin de répondre à des aspirations prioritaires pour les citoyens et les États de l'UE (compétitivité de l'industrie, sécurité d'approvisionnement, protection de l'environnement, etc.)

La « Grande Europe », c'est enfin le marché unique, qui peut encore être approfondi dans le domaine des services, de l'économie numérique et des grandes infrastructures, afin de créer davantage de croissance et d'emplois ; qui doit permettre une libre circulation des travailleurs à la fois plus fluide et mieux encadrée (en particulier en matière de détachement) ; et qui doit faire l'objet de davantage d'harmonisation sociale et fiscale, afin d'atténuer les tensions entre Ouest et Est ou centre et périphérie.

2. Parachever l'Union économique et monétaire

La crise a mis en évidence les failles liées au déséquilibre entre union monétaire et union économique, tout en faisant désormais apparaître la zone euro comme le creuset politique d'une intégration accrue, fondée sur des droits et devoirs spécifiques en termes de discipline et de solidarité.

Il convient donc d'abord de poursuivre les actions de solidarité et de contrôle déjà engagées : mise en place d'une véritable « union bancaire », fondée sur une supervision européenne des banques, sur une contribution des acteurs financiers à leur propre sauvetage et sur une réduction des divergences des taux d'intérêt que doivent payer entreprises et ménages ; amélioration de la coordination européenne en matière de politiques économiques et sociales des États membres, afin de prévenir les excès et les dérives menaçant le

fonctionnement de l'union monétaire, via des incitations financières accordées aux États membres engageant des réformes ; création de mécanismes d'assurance contra-cyclique sous différentes formes entre États de la zone euro ; mutualisation partielle de l'émission des dettes nationales face aux risques de crise systémique qui demeurent...

Parachever l'union économique et monétaire, c'est aussi lui donner une dimension sociale spécifique, en s'appuyant sur les partenaires sociaux, par exemple pour mieux organiser la libre circulation des travailleurs ou la prise en charge européenne des victimes des ajustements structurels, au premier chef les jeunes. C'est lui donner des moyens spécifiques de soutenir la croissance via des investissements massifs, tant pour accélérer la sortie de la grave crise économique et sociale actuelle, qui menace sa cohésion et son dynamisme, que pour mettre en place les conditions d'un développement humain écologiquement responsable.

Il faut enfin compléter la gouvernance de la zone euro en réunissant à nouveau sur une base régulière des « sommets de la zone euro », en dotant l'euro-groupe d'un président à plein temps, et en permettant aux parlementaires nationaux et européens de mieux exercer leurs pouvoirs de contrôle démocratique, à Bruxelles comme dans les capitales nationales.

3. Promouvoir la construction européenne sur la base d'alternatives claires

C'est en formulant un double agenda positif au niveau de l'UE et de la zone euro qu'il sera possible de

donner tout son sens à la campagne électorale, qui se développera sur deux registres complémentaires.

Il s'agit tout d'abord de réaffirmer sa confiance dans la construction européenne, en valorisant les acquis fondamentaux que sont par exemple l'esprit de réconciliation et le principe de libre circulation. Les partis extrémistes entendent faire des prochaines élections une sorte de référendum pour ou contre l'UE ou l'euro, en tirant parti de la dégradation de son image engendrée par la crise et sa gestion. Refaisons inlassablement la preuve de l'Europe, avec résolution et ouverture d'esprit, sur la base d'une vision large des opportunités et menaces géopolitiques auxquelles elle fait face.

Les prochaines élections européennes doivent aussi permettre une confrontation partisane claire entre des approches différentes du fonctionnement, des politiques et de l'avenir de l'UE. Il s'agit de mettre en exergue les divergences qui séparent les conservateurs, les libéraux, les sociaux-démocrates, les écologistes, la gauche radicale et les autres forces politiques, et ainsi de permettre aux électeurs de départager leurs programmes pour l'UE à l'horizon 2020.

Dans cette perspective, il est bienvenu que les forces partisans européennes soient en passe de désigner leurs candidats à la présidence de la Commission, afin de personifier les enjeux du débat et du scrutin. C'est aussi parce que les Européens pourront mettre des visages sur les principales orientations de la construction européenne, mais aussi sur les clivages qui structurent la vie politique de l'UE, qu'ils pourront se saisir pleinement du grand rendez-vous démocratique du printemps prochain, en France comme en Europe.

Aux urnes, chers concitoyens !

QUELS RAPPORTS DE FORCE POLITIQUES AU SEIN DU PROCHAIN PARLEMENT EUROPÉEN ?

Yves Bertoncini et Valentin Kreiling, *Policy Paper No 102, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2013

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : MOINS D'ABSTENTION, PLUS DE POPULISME ?

Yves Bertoncini, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2013

QUELS ENJEUX ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2014 ?

Sofia Fernandes, *Synthèse, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2013

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : LE DÉBAT, C'EST MAINTENANT !

Podcast de la conférence du 16 septembre 2013, *Notre Europe - Institut Jacques Delors, Eurocité et Europartenaires*, septembre 2013

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*

